

PAROLES CITOYENNES, PORTEUSES D'ÉGALITÉ

UNE VRAIE POLITIQUE À MONTRÉAL : POUR QUE NOTRE RÊVE DEVIENNE ÉGALITÉ!

Mémoire concernant le projet
Pour une participation égalitaire des femmes et
des hommes à la vie de Montréal

CENTRE D'ÉDUCATION ET D'ACTION DES FEMMES



LA MARIE DEBOUT



Présenté à la Commission permanente sur le
développement culturel et la qualité du milieu de
vie de la Ville de Montréal

Octobre 2007

Ce mémoire est issu d'une collaboration entre Le Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF), La Marie Debout et il reçoit l'appui de la Collective du 8 mars, une concertation de plus d'une dizaine d'organismes du quartier Hochelaga-Maisonneuve qui a pour mission de forger une solidarité entre les différents organisations qui œuvrent avec les femmes de ce quartier.

Ces organismes à but non lucratif sont situés dans deux quartiers limitrophes, soient les quartiers Centre-sud et Hochelaga-Maisonneuve. Ces deux centres de femmes sont implantés dans leurs milieux respectifs depuis 35 et 25 ans. Leur mission première est de briser l'isolement des femmes et de permettre à celles-ci d'entreprendre, avec d'autres femmes, un processus visant l'autonomie et la prise en charge tant sociale, économique qu'affective et de susciter leur implication dans leur communauté. Ces initiatives locales ont été créées *par* et *pour* les femmes. Celles qui fréquentent ces centres sont donc des participantes à part entière qui contribuent à la gestion et à la vie démocratique de ces organismes. *La Marie Debout* et le *CÉAF* rejoignent plus de 3 000 femmes par année avec une majorité de femmes qui ont entre 50 à 55 ans.

Être membre du CÉAF c'est être dans l'action, jouer un rôle important, avoir la possibilité d'élargir nos connaissances et nos compétences, rencontrer des personnes exceptionnelles qui ont toutes quelque chose d'exceptionnel, contribuer à l'effort commun qui donne la place qu'elle mérite à la Femme. Marie-Laure Rozas

Les femmes de l'atelier « femmes et politiques » créent une Déclaration citoyenne des femmes d'Hochelaga-Maisonneuve... Les femmes veulent devenir de plus en plus des citoyennes à part entière. Yveline Ghariani

Nos actions autour d'enjeux municipaux

La Marie Debout, leader en condition féminine dans le quartier a collaboré entre autres, à la mise sur pied de la *Table de concertation en prostitution de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve*, du groupe *GCC la violence* et a notamment participé à de nombreuses émissions de radio sur la pornographie et la sécurité des femmes.

Le *CÉAF*, quant à lui, est remarqué pour son esprit rassembleur et son leadership. L'action collective fait partie de la culture de travail du Centre et a fait de ce centre un agent de développement local au plan du quartier Centre-Sud, de même que plus largement au plan régional et

provincial. Pour plus de détails, vous pouvez consulter notre présentation en annexe.

Comme vous le remarquerez, les actions portées par nos centres sont grandement influencées par le milieu où ceux-ci sont implantés ainsi que par les besoins exprimés par les femmes qui le fréquentent.

Donc, à travers les années, nos centres ont su se démarquer par leurs actions citoyennes. C'est ainsi qu'afin d'accroître la participation des femmes au développement local, ces centres ont élaboré une déclaration définissant un quartier où il fait bon vivre. Cette démarche citoyenne permet aux femmes de jouer un rôle actif dans les décisions qui influencent la revitalisation et le développement des quartiers. Avec joie, nous constatons que cette intervention, de nature politique, contribue grandement à l'amélioration de conditions de vie des Montréalaises. Les cafés de quartier, les comités Femmes et politique ou Actions locales, l'organisation de débats lors d'élections, les marches exploratoires, le porte-à-porte pour sensibiliser les citoyenNEs à la déclaration citoyenne, sont autant d'actions mises de l'avant afin de promouvoir l'amélioration de l'environnement de nos quartiers.

Sans conteste, nous pouvons dire que les centres de femmes sont polyvalents et travaillent sur plusieurs aspects de la condition féminine. De la revitalisation au développement social, économique et communautaire, nous travaillons entre autres, à dénoncer le sexisme et la violence, à poursuivre la lutte contre la pauvreté ainsi qu'à augmenter la représentation des femmes dans les différents lieux de pouvoirs. En mettant l'égalité au cœur de notre argumentation, nous participons à la création d'une société qui nous ressemble, solidaire, diversifiée et engagée. **Telle que mentionnée dans la *Charte mondiale des femmes, la valeur de l'Égalité est portée dans nos organismes.*** De façon inclusive et active, nous désirons l'égalité et c'est pourquoi nous voulons saluer aujourd'hui le dépôt de la politique intitulée *Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal*. Cette volonté de notre Ville d'inscrire l'égalité dans les différentes structures nous touche puisqu'elle démontre l'intention de nos éluEs de prendre en compte les intérêts et besoins des femmes pour l'élaboration d'une société plus juste, démocratique et représentative.

La politique d'égalité de la ville nous interpelle

Pour s'assurer du succès de cette initiative, nous joignons notre voix aux autres groupes et membres de la société civile qui veulent participer à l'amélioration de ce projet en soumettant des ajouts ou modifications aux différentes mesures présentées par la politique. Cette politique d'égalité nous préoccupe ...

Parce que les femmes comptent pour 52% (...) de la population de la Ville de Montréal¹;

Parce que ... Les femmes sont presque toujours absentes ou invisibles à tout niveau de décision ayant trait au développement social et économique du quartier de même qu'au plan de l'aménagement du quartier et parce qu'elles souhaitent y prendre part²;

Parce qu'à Montréal elles sont les plus grandes utilisatrices des transports en commun³

Parce que ... les femmes constituent la population la plus pauvre et qu'elles subissent quotidiennement les manques d'un quartier pour ce qui est de l'accès au logement et à la mobilité (...) ces raisons font d'elles la population la plus concernées par l'amélioration du développement urbain⁴;

Parce que ... les villes doivent maintenant relever des défis majeurs afin de prendre en compte la préservation de l'environnement, promouvoir une qualité de vie pour tous et toutes avec plus d'équité et construire une démocratie plus active dans une société plurielle où les femmes doivent être au cœur des débats⁵.

Parce qu'elles ont le droit de parole et qu'elles croient en la démocratie⁶

C'est avec espoir et conviction que nous croyons que la venue d'une telle politique répondra aux constats mis de l'avant par les déclarations

¹ Déclaration citoyenne des femmes de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

² Déclaration citoyenne des femmes de Sainte-Marie

³ Déclaration citoyenne des femmes de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

⁴ Déclaration citoyenne des femmes de Sainte-Marie

⁵ Déclaration citoyenne des femmes de Sainte-Marie

⁶ Déclaration des femmes de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

citoyennes de nos centres respectifs. Si nous saluons la mise en œuvre de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes, il nous apparaît toutefois important d'apporter certaines demandes et recommandations avant sa mise en application. C'est pourquoi, dans un premier temps nous vous ferons part de **nos recommandations de façon générale** et dans un deuxième temps nous nous attarderons sur deux axes en particulier soient : **l'axe de *La gouvernance* et l'axe *Les services aux citoyennes*.**

Recommandations générales

En premier lieu, nous voulons vous signifier notre **étonnement devant le fait qu'aucun financement supplémentaire ne sera affecté pour la mise en œuvre de cette politique.** De plus, nous considérons qu'outre le fait que des argents ne soient réservés à une telle politique, **un comité de suivi et un comité d'évaluation seraient nécessaires dans l'application de la politique.**

Aussi, considérant que cette mise en œuvre implique divers acteurs et demande des procédés clairs, nous croyons qu'il serait préférable que la ville-centre se dote d'un **plan d'action sur trois ans** afin que chaque arrondissement puisse s'en servir comme point de départ pour l'élaboration de leur propre plan d'action. Tous pourront ainsi travailler de concert à l'implantation de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes. De plus, nous ne trouvons aucun **échancier** ni **indicateurs** qui nous permettraient de croire que chaque arrondissement s'engagera activement dans l'application des mesures visant l'égalité. Ceci nous inquiète particulièrement, considérant le pouvoir et l'autonomie de ces instances locales.

La gouvernance

Favoriser la juste représentation des femmes au sein des instances de gouvernance est un enjeu primordial puisqu'une démocratie sans les femmes n'est pas une réelle démocratie représentative. Nous ne voulons pas qu'un seul groupe monopolise les pouvoirs, nous revendiquons une démocratie juste et inclusive. Nous pensons que c'est par la volonté politique et l'intervention citoyenne que nous pourrions véritablement atteindre l'égalité.

Tel que mentionné dans la politique d'égalité (p.8), les dernières élections municipales à Montréal ont démontré une plus forte représentativité de femmes que d'autres municipalités et nous saluons ceci, toutefois, **nous**

demandons que l'objectif de parité soit inscrit clairement, et ce, dès les prochaines élections de 2009.

De plus, en ce qui concerne la gouvernance, **il nous semble important que chacun des arrondissements mettent sur pied des comités de condition féminine composé d'éluEs, de citoyennes et de membres de groupes de femmes.**

Par ces comités, il nous semble que les éluEs seraient mieux au fait des besoins des montréalaises ainsi que des enjeux reliés à la condition féminine de chaque arrondissement. D'un autre côté, ces comités permettraient certainement un rapprochement des citoyennes vers la gouvernance, amenant certainement davantage de femmes à s'impliquer et à se préoccuper de leur rôle de citoyenne. Il est indéniable que cet exemple de démocratie participative créerait un pont entre les éluEs et la population.

La Politique d'égalité entre les femmes et les hommes de la Ville de Montréal est un exemple d'outil fort utile pour développer des mécanismes qui favoriseront la participation des femmes à la politique municipale. Dans cette veine nous croyons que **la Ville devrait appuyer financièrement les groupes de base en condition féminine et les concertations de manière significative. Ces groupes, de par le soutien à la participation citoyenne et le support aux femmes qui veulent se présenter en politique, nourrissent certainement la question de l'égalité homme femmes.**

Les services aux citoyennes

Cet axe nous interpelle particulièrement étant donné la nature même des organismes dont nous provenons. Votre objectif aussi louable soit-il d' *Améliorer l'offre de services globale de la Ville pour mieux répondre aux besoins des femmes* relève du vœu pieux et omet une problématique importante : **la pauvreté des femmes et tout ce qui s'y rattache notamment la toxicomanie, l'itinérance et la prostitution.**

Porte d'entrée pour plusieurs femmes isolées, les centres de femmes interviennent notamment face à cette problématique de la pauvreté et de l'exclusion amenant certainement une sensibilité mais également des revendications quant au logement, au transport, à l'accès aux loisirs, aux sports et à la culture, etc.

Dans le préambule de cet axe, il est mentionné que *les citoyennes doivent également être des actrices de premier plan de la définition des services offerts. À ce titre, elles doivent être sollicitées pour dire quel « genre de ville nous voulons »*. Il n'en est toutefois plus mention une fois rendu dans les mesures concrètes. Aucune rencontre n'est organisée avec les citoyennes montréalaises que ce soit à l'échelle de la Ville ou des arrondissements. On mentionne **l'accessibilité des services**, mais à ce titre, les diverses rencontres de consultations organisées par la Ville ou par les arrondissements sont pratiquement toujours de soir. Nous constatons que cet horaire ne convient pas notamment aux mères de famille et aux femmes plus âgées.

Pour cet axe, nous concentrerons nos interventions face à la question du logement, du transport et de la sécurité abordant par ce fait la notion de l'aménagement.

Le logement

Commençons par la question du logement. À ce titre, nous nous réfèrerons à l'avis du Conseil des Montréalaises *Les femmes et le logement à Montréal* déposé en décembre 2006 ainsi qu'aux nombreux témoignages de femmes dans nos centres.

S'il faut saluer les efforts de la ville quant à l'offre de logement, il faut toutefois mentionner qu'il est impératif **d'augmenter encore davantage l'offre de logements sociaux et communautaires**. À ce titre nous soutenons complètement la recommandation du Conseil des Montréalaises :

- R19 Que la Ville de Montréal poursuive et intensifie ses efforts auprès de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et des autres instances concernées pour obtenir un programme de financement substantiel et récurrent qui permette la consolidation des projets de soutien communautaire existant et le développement de nouveaux projets de logements sociaux avec soutien communautaire.

De plus, tel que Le Conseil des Montréalaises le mentionne *la pénurie de petits logements à bon marché est l'un des problèmes dénoncés par les organismes œuvrant auprès des femmes marginalisées*.

Sachant que plusieurs femmes vivent dans la pauvreté, sachant que plusieurs d'entre elles trouvent difficilement un logement adéquat, sachant que certaines subissent parfois intimidation et violence dans leur immeuble mais que faute de choix y demeure tout de même, sachant qu'il y a maintenant de moins en moins d'accès à des petits logements pour personnes seules ou de grands logements pour une famille nombreuse, il serait important que la ville priorise réellement la question de l'accès à un logement adéquat à coût abordable pour tous et toutes et ce, dans un échéancier précis et à court terme.

Le transport

Tel que rapporté dans le mémoire sur le plan de transport du Conseil des Montréalaises : Vaincre les obstacles à la mobilité des Montréalaises, *le transport en commun utilisé par une majorité de femmes (56%) a vu ses tarifs grimper de 30% depuis 5 ans, ce qui est largement plus élevé que la hausse du coût de la vie pour la même période.* Ce simple fait, limite certainement l'accessibilité au service pour nombre de personnes à faible revenu et parmi elles une majorité de femmes.

Nous revendiquons, en appui aux demandes répétées de divers organismes dont la Table Régionale des Organismes Volontaires d'Éducation Populaire (TROVEP), une tarification sociale du transport afin de permettre aux personnes à faible revenu d'avoir un accès à ce service selon nous essentiel. De plus, nous réitérons une fois de plus de l'importance que les consultations publiques sur des enjeux aussi fondamentaux que le transport puissent également se faire de jour afin de recueillir l'opinion des personnes pour qui sortir le soir est plus difficile.

La sécurité

Pour nous, la sécurité et l'aménagement vont de paire. Lorsqu'on parle de sécurité dans les centres de femmes, nous parlons tout autant du sentiment de sécurité que de ce qui assure réellement cette sécurité. Ainsi, sous cet angle, nous croyons que des groupes comme **TANDEM devraient recevoir davantage de financement** afin de faire de l'enjeu de la sécurité urbaine un enjeu important. L'égalité passe certainement par l'accessibilité et celle-ci implique que les femmes se sentent en **sécurité**

dans la rue, dans le métro, dans les immeubles publics, etc. Pour ce faire, davantage de **policierEs communautaire pour parcourir les quartiers à pied** auraient certainement un impact.

Entre autre élément, nous croyons que la Ville devrait faire une **nouvelle promotion du service *Entre deux arrêts*** tout autant auprès des chauffeurEs d'autobus qu'auprès des utilisatrices des transports en commun.

De plus, nous trouvons que la mesure de *Continuer à sensibiliser les Comités consultatifs en urbanisme (CCU) à l'importance de se référer au « Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire »* n'est pas suffisamment contraignante.

Selon nous, il devrait y avoir une **obligation de s'y référer** pour tous les nouveaux projets et pour les projets de rénovation. De plus, dans les nouvelles mesures, lorsque vous mentionnez *Sensibiliser les conseils d'arrondissement à nommer plus de femmes comme membres des CCU*, nous croyons que la notion de **parité** serait plus juste. Selon nous, ce comité devrait s'ouvrir davantage aux citoyennes de leur arrondissement que ce soit via une promotion de candidature par les centres de femmes locaux ou les organismes qui font de l'implication citoyenne un cheval de bataille.

Conclusion

En terminant, nous tenons à remercier le comité de travail sur la politique d'égalité et le Comité exécutif de la Ville de Montréal pour l'intérêt porté pour la réalisation d'un tel projet.

Nous en profitons pour vous rappeler nos **recommandations** pour la bonification de cette politique :

- ♀ Qu'un comité de mise en œuvre et d'évaluation de la politique soit mis en place avec des fonds suffisant et un échéancier de réalisation de la politique;
- ♀ Que chaque arrondissement mette sur pied des comités de condition féminine composés d'éluEs, de citoyennes et de membres de groupes de femmes, comités qui auraient des interactions avec le comité de mise en œuvre de la ville;
- ♀ Que la Ville appuie financièrement les groupes de base en condition féminine et les concertations de manière significative;
- ♀ Que soit atteint l'objectif de parité dans la gouvernance de la ville et des arrondissements dès l'élection de 2009;
- ♀ Que les femmes aient un réel accès aux divers services de la ville, mais également aux consultations publiques et aux conseils d'arrondissement et de ville;
- ♀ Que la Ville augmente encore davantage l'offre de logements sociaux et communautaires;
- ♀ Que la Ville priorise réellement la question de l'accès à un logement adéquat à coût abordable pour tous et toutes et ce, dans un échéancier précis et à court terme;

- ♀ Que la Ville réponde aux demandes répétées de divers organismes en éducation populaire pour une tarification sociale du transport;
- ♀ Que la Ville investisse davantage financièrement dans les TANDEM et qu'elle dégager des fonds pour engager des policières communautaires à pied ;
- ♀ Que la STM réalise un plan de promotion sur 5 ans du service Entre deux arrêts;
- ♀ Que le Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire soit connu et utilisé obligatoirement par les Comités consultatifs en en urbanisme.

ANNEXES

En clin d'œil au rêve d'égalité que l'on tente de concrétiser, nous aimerions vous proposer une recette facile à exécuter et qui permettrait à la Ville d'appliquer ces quelques principes!

LA TARTE DE L'ÉGALITÉ

Ingrédients :

- 2 tasses de persévérance
- ¼ de tasse d'essence d'audace
- ½ tasse de parité obligatoire
- 1 tasse de haute teneur de salaire
- Pépites de colère (au goût)

Mode de préparation

- Brasser avec beaucoup d'indignation
- Rouler la pâte avec affirmation
- Saupoudrer de reconnaissance
- Rester hot jusqu'en 2011 (réforme du mode de scrutin)
- Terminer en balayant tout le patriarcat de la table

(Source : Centre des femmes de la Basse-Ville)